

Bijlage 8

- (1) Date de début et de fin de la formation.
- (2) Selon le cas, indiquez : « inférieur » ou « supérieur ».
- (3) Selon le cas, indiquez : « quatrième » ou « cinquième ».



F. 98 — 158

[S - C - 97/29450]

27 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les dispositions des articles 5, § 6, et 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 4 février 1997;

Vu le décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux;

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1993 arrêtant les statuts des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;

Vu les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française de confier de nouvelles missions à la commission des experts et d'adapter sans délai sa composition et son fonctionnement;

Sur proposition du Ministre ayant la tutelle sur les fonds des bâtiments scolaires et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 27 octobre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5, § 6, de l'arrêté du 8 janvier 1993 est remplacé par la disposition suivante :

« Les dossiers de construction et de travaux d'extension de piscines sont soumis pour accord au Gouvernement. Les dossiers relatifs aux travaux d'aménagement et de modernisation dans les piscines existantes sont soumis à l'avis de la commission des experts. Lesdits travaux ne peuvent être exécutés qu'après avis conforme de la commission des experts, qui vérifiera qu'ils justifient d'un intérêt pédagogique majeur ou d'un argument thérapeutique. »

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté du 8 janvier 1993 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Une commission des experts de la Communauté française est créée. Ses membres sont nommés par le(s) Ministre(s) ayant la tutelle sur les fonds des bâtiments scolaires et sur les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires dans ses (leurs) attributions.

Elle comprend :

a) un représentant pour chacun des services de l'Administration générale de l'infrastructure du Ministère de la Communauté française chargé du fonctionnement du service à gestion séparée des bâtiments scolaires concerné créé par le décret du 4 février 1997;

b) trois représentants pour les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires;

c) deux représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française, deux représentants de l'enseignement officiel subventionné et deux représentants de l'enseignement libre subventionné;

§ 2. La commission choisit en son sein un président et deux vice-présidents.

§ 3. Il est constitué au sein de la commission des experts un comité permanent composé du président, des vice-présidents, et de manière telle que toutes les composantes du groupe c) visé au § 1^{er} ci-dessus soient représentées par un membre.

§ 4. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au(x) Ministre(s) ayant la tutelle sur les fonds des bâtiments scolaires et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires dans ses (leurs) attributions.

Le règlement d'ordre intérieur fixe notamment les prérogatives du président, des vice-présidents et du comité permanent.

§ 5. La commission se réunit au moins huit fois par an et donne, à la demande des services chargés de la gestion des fonds concernés, ou d'une société publique d'administration des bâtiments scolaires des avis dans toutes les matières et notamment :

- a) les cas de dérogations aux dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1993 précité;
- b) tous les cas non prévus par l'arrêté du 8 janvier 1993 précité dans lesquels des travaux visés à l'article 21, b) et 2 du décret du 5 février 1990 sont exécutés.

§ 6. Les services chargés de la gestion des fonds ou les sociétés concernés ne peuvent prendre de décision que sur avis conforme de la commission des experts.

La commission adresse annuellement un rapport au(x) Ministre(s) ayant compétence sur les fonds et les sociétés.

§ 7. La commission peut assumer toutes missions dont l'objet est en relation avec la gestion des infrastructures scolaires en Communauté française, et en particulier celles visant à l'établissement d'un cadastre des bâtiments scolaires en Communauté française.

A cet effet, elle est notamment chargée :

- a) de dresser la nomenclature des données et des informations à figurer dans le cadastre;
- b) de proposer les mesures et les procédures à mettre en œuvre pour réaliser ledit cadastre.

§ 8. Les services chargés de la gestion des fonds et les sociétés sont tenus de lui apporter toute l'aide requise pour l'accomplissement de ses missions.

L'Administration générale de l'infrastructure du Ministère de la Communauté française est mise à disposition de la commission pour réaliser sous sa directive le cadastre. »

Art. 3. Les dispositions de l'article 5, § 6 et de l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 janvier 1993 fixent les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extension et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux sont abrogées.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 27 octobre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 158

[S - C - 97/29450]

27 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de bepalingen van de artikelen 5, § 6, en 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1993 tot bepaling van de statuten van de publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1995 houdende regeling van haar werking;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voor de Regering van de Franse Gemeenschap om nieuwe opdrachten aan de Commissie van Deskundigen toe te vertrouwen en zonder verwijl haar samenstelling en haar werking aan te passen;

Op de voordracht van de Minister die het toezicht uitoefent over de schoolgebouwenfondsen en de openbare maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1997,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5, § 6, van het besluit van 8 januari 1993 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bouw- en uitbreidingsdossiers inzake zwembaden worden aan de Regering ter instemming voorgelegd. De dossiers met betrekking tot aanpassings- en moderniseringswerken in de bestaande zwembaden worden aan de Commissie van Deskundigen om advies voorgelegd. Deze werken mogen enkel uitgevoerd worden na eensluidend advies van de Commissie van Deskundigen, die zal nagaan of ze een hoog pedagogisch belang of een therapeutisch argument inhouden. »

Art. 2. Artikel 7 van het besluit van 8 januari 1993 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Er wordt een Commissie van Deskundigen opgericht. Haar leden worden benoemd door de Minister(s) die het toezicht heeft (hebben) op de fondsen voor schoolgebouwen en de openbare maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen.

Ze bestaat uit :

a) een vertegenwoordiger voor iedere dienst van het Algemeen Bestuur Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap belast met de werking van de betrokken dienst met afzonderlijk beheer van de schoolgebouwen opgericht bij het decreet van 4 februari 1997;

b) drie vertegenwoordigers voor de openbare maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen;

c) twee vertegenwoordigers van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het officieel gesubsidieerd onderwijs en twee vertegenwoordigers van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

§ 2. De commissie kiest in haar midden een voorzitter en twee ondervoorzitters.

§ 3. Er wordt binnen de Commissie van Deskundigen een vast comité samengesteld uit een voorzitter, ondervoorzitters, en zo dat alle elementen van de onder § 1 bedoelde groep vertegenwoordigd worden door één lid.

§ 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op, dat aan de Minister(s) die het toezicht heeft (hebben) op de fondsen voor schoolgebouwen en de openbare maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen ter goedkeuring wordt voorgelegd. Het huishoudelijk reglement bepaalt inzonderheid de prerogatieven van de voorzitter, de ondervoorzitters en het vast comité.

§ 5. De Commissie vergadert ten minste acht malen per jaar en verleent, op aanvraag van de diensten belast met het bestuur van betrokken fondsen, of van een openbare maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen, een advies over alle aangelegenheden en in het bijzonder :

a) de gevallen van afwijking van de bepalingen van het voornoemde besluit van 8 januari 1993;

b) in alle gevallen waarin niet voorzien wordt in het voornoemde besluit van 8 januari 1993, waarin werken bedoeld bij artikel 21, b) en 2 van het decreet van 5 februari 1990 worden uitgevoerd.

§ 6. De diensten belast met het bestuur van betrokken fondsen of maatschappijen kunnen enkel een beslissing nemen op eensluidend advies van de Commissie van Deskundigen. Jaarlijks stuurt de commissie een verslag aan de Minister(s) tot wiens (wier) bevoegdheden de fondsen en de maatschappijen behoren.

§ 7. De commissie kan iedere opdracht waarnemen waarvan het object betrekking heeft op het bestuur van de schoolgebouwen in de Franse Gemeenschap, en in het bijzonder deze die ertoe strekken een kadaster van de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap op te maken.

Te dien einde wordt zij inzonderheid belast met :

a) het opmaken van de nomenclatuur van de gegevens en de inlichtingen die in het kadaster moeten voorkomen;

b) het voorstellen van de te volgen maatregelen en procedures voor het verwezenlijken van dit kadaster.

§ 8. De diensten belast met het bestuur van de fondsen en de maatschappijen worden ertoe gehouden haar alle hulp te verlenen bij het voltooien van haar opdrachten.

Het Algemeen Bestuur Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt ter beschikking gesteld van de commissie voor het verwezenlijken onder haar leiding van het kadaster. »

Art. 3. De bepalingen van artikel 5, § 6, en van artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1993 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra, worden opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 27 oktober 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

12 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution, pour l'année scolaire 1995-1996 de l'article 4 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 1^{er} septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 1997;